

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 3. fr. 50
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	4 fr.
Minimum	20 fr.
La page	400 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1945

24 novembre	—	N° 3606 DT. — Arrêté portant fixation des taxes de transport des colis postaux échangés dans les limites du régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris)	799
-------------	---	---	-----

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1945

15 juin	—	N° 318 P. — Arrêté réorganisant le cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo	801
30 novembre	—	N° 687 E. — Arrêté portant fermeture d'une école de village	806
6 décembre	—	N° 693 AE. — Décision fixant à nouveau la composition de la brigade mobile du contrôle des prix et stocks du Togo	806
Additif à l'arrêté N° 560 TP. du 3 octobre 1945 réservant provisoirement le droit de recherches des minerais radioactifs et des substances connexes sur toute l'étendue du territoire du Togo			807
Modificatif à l'arrêté N° 634 AE. du 15 novembre 1945 portant ouverture de la campagne de café 1945-1946 et en fixant les prix			807
Personnel			807
Divers			810

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domaines	811
Avis (clôture de l'exercice 1945 du Budget colonial)	812
Nécrologie	812

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

P. T. T.

Colis Postaux

ARRETE N° 3.606 DT. du 24 novembre 1945.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
CHEVALIER DE LA LÉOION D'HONNEUR,
COMPAGNON DE LA LIBÉRATION, CROIX DE GUERRE,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F., modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 31 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, promulgué en A.O.F. par arrêté du 15 janvier 1913 et les modificatifs subséquents;

Vu le décret du 23 octobre 1941, portant organisation du Service des Transmissions de l'A.O.F., promulgué par arrêté N° 4190 AP. du 3 décembre 1941;

Vu l'arrêté N° 802 DT. du 22 février 1943 fixant les taxes de transport par voie terrestre à percevoir pour les colis postaux échangés dans les limites du régime intérieur de l'A.O.F. et du Togo;

Vu l'arrêté N° 2642 DT. du 29 août 1945 fixant dans le régime impérial et dans le régime intérieur (pour les échanges par la voie maritime) le droit territorial de départ ou d'arrivée, revenant à l'A.O.F., et le droit maritime revenant aux Compagnies de Navigation;

La Commission permanente du Conseil de Gouvernement entendue,
(voir suite arrêté page 801)

I. — ANNEXE A L'ARRÊTÉ 3606 D.T. DU 24/11/45

Tableau indiquant les Zones pour le calcul des Taxes applicables aux Colis Postaux de 3, 5, 10, 15 et 20 kgs. circulant à l'intérieur de l'A. O. F. et du Togo

DE LA COLONIE CI-CONTRE POUR LA COLONIE CI-DESSOUS	SENEGAL	SOUDAN	SOUDAN ORIENTAL	HAUTE GUINÉE	BASSE GUINÉE	HAUTE CÔTE D'IVOIRE	BASSE CÔTE D'IVOIRE	MAURITANIE	NIGER	NIGER ORIENTAL	DAHOMÉY	TOGO
Sénégal	1	2	3	3	4	3	4	2	4	5	5	6
Soudan	2	1	2	2	3	2	3	3	3	4	4	5
Soudan Oriental (1)	3	2	1	3	4	3	4	4	2	3	3	4
Haute Guinée (2)	3	2	3	1	2	3	4	4	4	5	5	6
Basse Guinée	4	3	4	2	1	4	5	5	5	6	6	7
Haute Côte d'Ivoire (3)	3	2	3	3	4	1	2	4	2	3	3	4
Basse Côte d'Ivoire	4	3	4	4	5	2	1	5	3	4	4	5
Mauritanie	2	3	4	4	5	4	5	1	5	6	6	7
Niger	4	3	2	4	5	2	3	5	1	2	2	3
Niger Oriental (4)	5	4	3	5	6	3	4	6	2	1	3	4
Dahomey	5	4	3	5	6	3	4	6	2	3	1	2
Togo	6	5	4	6	7	4	5	7	3	4	2	1

(1) Bureaux du Soudan Oriental :	Ansongo	Bourém	Gao	Gourma-Rharous	Kidal	Niafunké
	Arouan	Dire	Goundam	Kabara	Ménaka	Tombouctou
(2) Bureaux de la Hte Guinée :	Siguiri	Beyla	N'Zérékoré	Macenta		
	Kissidougou	Gaoual	Youkounkoun	Guéckédou		
(3) Bureaux de la Hte C. Ivoire :	Banfora	Bouna	Diébougou	Kaya	Odiénné	Tenkodogo
	Batié	Boundiali	Ferkessédougou	Koudougou	Ouagadougou	
	Bobodioulasso	Dédougou	Gaoua	Léo	Po	
(4) Bureaux du Niger Oriental :	Agadez	Gouré	Magaria	N'Guigmi	Zinder	
	Bilma	Iférouane	Maïné-Soroa	Tanout		

II. — ANNEXE A L'ARRÊTÉ 3606 D.T. DU 24/11/45

Taxes de Transport par coupure de poids et pour chacune des zones indiquées par le tableau ci-dessus

ZONES	3 kg.	5 kg.	10 kg.	15 kg.	20 kg.
1 ^{re} zone	9	12	24	36	48
2 ^e —	12	24	48	72	96
3 ^e —	18	36	72	108	144
4 ^e —	24	48	96	144	192
5 ^e —	30	60	120	180	240
6 ^e —	36	72	144	216	288
7 ^e —	42	84	168	252	336

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taxes de transport à percevoir pour les colis postaux échangés par voie terrestre dans les limites du régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris) sont fixées comme suit :

1^o — Coupure de poids de 0 à 1 kg :

10 francs quel que soit le lieu de destination;

2^o — Autres coupures de poids :

Selon les indications du tableau ci-annexé.

Les taxes des colis postaux acheminés par voie terrestre sont perçues en totalité sur l'expéditeur.

ART. 2. — Les taxes de transport à percevoir pour les colis postaux échangés dans les limites du régime intérieur de l'A.O.F. (Togo compris) et empruntant la voie maritime sur une partie du parcours, sont fixées conformément aux règles du régime impérial.

Elles se composent :

1^o — De la taxe de transport par voie terrestre du bureau d'origine au port d'embarquement;

2^o — Du droit territorial revenant à la colonie d'origine;

3^o — De la quote-part allouée à la Compagnie de navigation pour transport maritime;

4^o — Du droit territorial revenant à la colonie de destination;

5^o — De la taxe de transport par voie terrestre du port de débarquement au Bureau de destination.

Le droit territorial revenant à la colonie de destination, perçu par la colonie d'origine, ne donne pas lieu à règlement ultérieur entre les colonies.

*Taxes à percevoir
sur l'expéditeur*

*Taxe à percevoir
sur le destinataire.*

ART. 3. — Le présent arrêté qui prendra effet le 1^{er} décembre 1945, annule toutes dispositions antérieures contraires.

Il sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 24 novembre 1945.

*Pour le Gouverneur général empêché
Le Gouverneur des colonies,
Secrétaire général du Gouvernement général,
chargé de l'expédition des affaires courantes,
Y. DIGO.*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Personnel

Travaux Publics

ARRETE No 318 P. du 15 juin 1945.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les actes modificatifs;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages des officiers, fonctionnaires, employés et agents civils et militaires des services coloniaux ou locaux et les actes modificatifs;

Vu l'article 65 de la loi de Finances du 22 avril 1905 et la circulaire ministérielle (Colonies) du 29 février 1909 relative à la procédure des conseils d'enquête;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928, promulgué au Togo par arrêté du 7 décembre 1928, portant organisation de la Caisse intercoloniale de Retraites et les textes modificatifs;

Vu l'arrêté no 344 du 2 octobre 1933 fixant les conditions générales de recrutement, stage, avancement, discipline du personnel des cadres locaux européens du territoire du Togo et les actes modificatifs;

Vu l'arrêté no 612 du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel du cadre local européen des Travaux Publics du territoire du Togo et les textes modificatifs;

Vu l'arrêté no 130 du 11 mars 1929 fixant les conditions d'accession des indigènes non citoyens français à certains emplois publics, modifié par arrêté no 146/p. du 17 mars 1945;

Vu l'arrêté no 114 du 23 février 1938 portant organisation et fixant les attributions du Service des Travaux Publics et des Transports du territoire du Togo;

Vu le décret du 27 septembre 1943 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux rétribués sur les budgets généraux, locaux et spéciaux et annexes de l'Afrique occidentale française et du Togo;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

TITRE PREMIER

Constitution du cadre

ARTICLE PREMIER. — Le personnel des Travaux Publics du territoire du Togo placé sous le mandat de la France forme un cadre à la disposition du Commissaire de la République qui nomme à tous les emplois.

ART. 2. — Ce cadre comprend :

Des dessinateurs ;

Des comptables ;

Des surveillants ;

Des ouvriers d'art ;

Des adjoints techniques.

Les agents qui font partie de l'une des quatre premières catégories ci-dessus sont toujours subordonnés, quels que soient leur grade et leur traitement, aux adjoints techniques.

ART. 3. — La hiérarchie, les traitements, le classement au point de vue des passages, des indemnités de route et de séjour du personnel du cadre local supérieur des Travaux Publics sont fixés comme suit :

G R A D E S		S O L D E S	C A T É G O R I E (décret 1897)
Dessinateur	} Stagiaire	18.500	
Comptable			
Surveillant			
Ouvrier d'art			
Dessinateur	} Av. 18 mois	19.200	
Comptable		20.000	
Surveillant		20.800	
Ouvrier d'art		20.800	
Dessinateur principal	} Av. 18 mois	22.000	3°
Comptable principal		22.500	
Surveillant principal		24.000	
Ouvrier d'art principal	Ap. 36 mois	24.000	
Chef dessinateur	} Av. 2 ans	25.000	
Chef comptable		26.000	
Chef surveillant		26.000	
Chef ouvrier d'art	Ap. 2 ans	26.000	
Chef dessinateur principal	} Av. 2 ans	28.000	2°
Chef comptable principal		33.000	
Chef surveillant principal		33.000	
Chef ouvrier d'art principal		33.000	
Adjoint technique stagiaire		21.000	3°
Adjoint technique de 4° classe		21.500	
— — 3° classe		23.500	
— — 2° classe		25.000	
— — 1° classe		27.000	
Adjoint technique principal de 4° classe		30.000	2°
— — — 3° classe		31.500	
— — — 2° classe		33.500	
— — — 1° classe		35.000	
Adjoint technique principal hors classe		37.000	

Les agents du cadre local des Travaux Publics servant hors de leur pays d'origine perçoivent en outre un supplément colonial dont la quotité et les conditions d'attribution sont fixées par le règlement général sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial. Toutefois, les agents originaires de l'Afrique occidentale française (sauf le Dahomey), de l'Afrique équatoriale française et du territoire du Cameroun placé sous mandat français perçoivent, au lieu du supplément colonial, une indemnité spéciale appelée indemnité de dépaysement dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les fonctionnaires d'origine africaine originaires du Dahomey, en service au Togo sont considérés comme servant dans leur colonie d'origine.

TITRE II

Recrutement

ART. 4. — Tout candidat à un emploi dans le cadre local des Travaux Publics du Togo doit, sous réserve des dispositions édictées en faveur des militaires et anciens militaires classés, par les lois et règlements sur les emplois réservés et les lois sur le recrutement de l'Armée, remplir les conditions suivantes :

1^o — être Français (citoyen, sujet ou administré) ;
2^o — produire un certificat de bonne vie et mœurs ayant moins de trois mois de date ;

3^o — n'avoir aucune condamnation inscrite au bulletin n^o 2 extrait du casier judiciaire ;

4^o — avoir satisfait aux obligations militaires ;

5^o — justifier de l'aptitude physique au service colonial par un certificat de visite et contre-visite délivré par des médecins militaires ;

6^o — avoir été reconnu indemne de tuberculose pulmonaire après examen par un médecin phthisiologue ou spécialisé ;

7^o — être âgé de 21 ans au moins et pouvoir prétendre à une pension d'ancienneté à l'âge limite fixé par les règlements en vigueur.

Il doit en outre, pour être admis au grade indiqué ci-dessous, réunir les conditions spéciales énumérées ci-après :

a) *Dessinateur stagiaire* — Peuvent être nommés à l'emploi de dessinateur stagiaire :

1^o — les candidats pourvus du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, du diplôme de sortie de l'Institut commercial de Paris, du certificat de fin d'études d'une école supérieure de commerce délivré dans les conditions des articles 14 et 15 du décret du 30 avril 1906, du diplôme de l'école coloniale du Havre, du certificat de fin d'études de l'école centrale lyonnaise ou d'une école d'un niveau au moins égal ;

2^o — les candidats ayant satisfait aux examens de sortie de l'école spéciale des Travaux Publics et, d'une façon générale, d'une école technique d'un niveau au moins égal à cette dernière ;

b) *Comptable stagiaire* — Peuvent être nommés à l'emploi de comptable stagiaire, les candidats qui au-

ront subi avec succès les épreuves d'un concours dont le programme et les conditions seront fixés par arrêté du Commissaire de la République.

Pour pouvoir prendre part aux épreuves de ce concours, les intéressés devront :

soit justifier de la possession de l'un des titres suivants : diplôme d'une école de comptabilité ; certificat de teneur de livre de la Société de Comptabilité de France ;

soit justifier avoir occupé pendant trois ans, un emploi comportant la tenue de livres de comptabilité dans des firmes importantes industrielles ou commerciales ;

soit justifier d'un diplôme équivalent à celui de fin d'études de l'Ecole William Ponty ;

soit, pour les anciens sergents-majors ou adjudants de toutes armes, justifier d'au moins deux années de service dans un emploi de comptabilité.

Peuvent être exceptionnellement autorisés à se présenter à ce concours, par décision du Commissaire de la République sur proposition expressément motivée, les candidats ayant été employés pendant trois ans au moins dans un bureau de Finances ou d'un service du territoire ou d'une colonie de la Fédération de l'A.O.F., soit en qualité d'agent d'un cadre, soit comme auxiliaire, et possédant une instruction professionnelle suffisante.

c) *Surveillant stagiaire* — Peuvent être nommés à l'emploi de surveillant stagiaire :

Les candidats ayant satisfait aux examens de sortie de l'école spéciale des Travaux Publics et, d'une façon générale, d'une école technique d'un niveau au moins égal à cette dernière.

d) *Ouvrier stagiaire* — Peuvent être nommés à l'emploi d'ouvrier d'art stagiaire :

1^o — Les anciens ouvriers des compagnies d'ouvriers de l'artillerie du service automobile et de l'aéronautique métropolitains ou coloniaux, des directions d'artillerie ou les anciens mécaniciens de la flotte ou mécaniciens brevetés de l'aéronautique pouvant justifier de 2 ans de services effectifs dans les corps et services ;

2^o — les anciens élèves de l'école des apprentis mécaniciens de la marine, des écoles préparatoires aux écoles des arts et métiers ou école comportant un enseignement professionnel de même niveau ;

e) *Adjoint technique stagiaire* — Peuvent être nommés adjoints techniques stagiaires :

1^o — Les adjoints techniques ou anciens adjoints techniques des Ponts et Chaussées, des Mines et de l'Hydraulique agricole de France ou d'Algérie ;

2^o — Les candidats reconnus admissibles aux épreuves d'admissibilité à l'emploi d'ingénieur adjoint des Travaux Publics des colonies ou à celui d'ingénieur adjoint des T.P.E. ou déclarés admissibles au grade d'adjoint technique des Ponts et Chaussées ou des Mines par le Ministre des Travaux Publics ;

3^o — Les adjoints techniques et les ingénieurs des services vicinaux de la Métropole ou d'Algérie ;

4^o — Les anciens élèves ayant satisfait aux examens de sortie de l'une des écoles suivantes : Ecole centrale des Arts et Manufactures, Ecoles nationales supérieures des Mines de Paris et de Saint-Etienne, Ecole spéciale des Travaux publics, du Bâtiment et de l'Industrie, Ecole supérieure de la Métallurgie et de l'Industrie des Mines de Nancy, Ecole Centrale Lyonnaise, Ecole d'Ingénieurs de Marseille, Ecole technique des Mines d'Alès ou de Douai, Ecole Nationale des Arts et Métiers ou bien d'une Ecole comportant, au point de vue des connaissances techniques en matière de travaux publics un programme équivalent et pouvant justifier d'une pratique suffisante des travaux;

f) Par dérogation aux conditions imposées ci-dessus, tout candidat à l'un des emplois précités peut être admis dans le cadre s'il a :

1^o — accompli deux années de séjour effectif en qualité d'agent contractuel dans un des emplois du cadre;

2^o — satisfait aux épreuves d'un examen dont les modalités et le programme sont fixés par arrêté du Commissaire de la République. Cet examen ne peut être subi qu'après autorisation accordée par le Commissaire de la République sur la proposition du Chef de service du candidat.

g) Les candidats à un emploi-stagiaire de l'une des catégories ci-dessus, ne remplissant pas l'une des conditions particulières énumérées, mais justifiant par titres, certificats ou même examen d'aptitudes spéciales à cet emploi, peuvent être nommés après avis favorable de la commission prévue à l'article 10 ci-après.

Cette commission sera également consultée dans les mêmes conditions chaque fois que pour un recrutement visé ci-dessus, il y aura lieu de définir l'équivalence du niveau des écoles, l'analogie d'un emploi, la qualité des références.

ART. 5. — Peuvent être admis en qualité d'adjoint technique à concordance de solde ou à la solde immédiatement supérieure, les agents des autres catégories du cadre local ayant satisfait aux épreuves d'un concours dont le programme est fixé par arrêté du Commissaire de la République.

Au cas où les nominations seraient faites à concordance de solde, les agents ainsi nommés conserveraient, dans leur nouvel emploi, l'ancienneté de solde qu'ils avaient dans l'ancien. Aucune ancienneté ne sera conservée lorsque les nominations ont lieu à la solde supérieure.

ART. 6. — Pourront être admis au premier échelon des emplois de dessinateur, comptable, surveillant et ouvrier d'art, les agents des cadres locaux des Travaux Publics ou des Chemins de fer, ayant une solde au moins égale à celle prévue pour les dits emplois, autorisés, conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 mars 1929, à se présenter à un examen professionnel dont le programme et les modalités sont fixés par arrêté du Commissaire de la République, et qui ont subi avec succès ces épreuves. Ils prennent rang de la date de leur nomination.

TITRE III

Stage — Augmentation de solde — Avancement

1^{er} — STAGE

ART. 7. — Tout candidat admis dans le cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo, doit accomplir une année de stage avec présence effective au territoire, comptant du jour de son arrivée au Togo, à l'expiration de laquelle il est, par arrêté du Commissaire de la République, après avis du chef hiérarchique, soit titularisé, soit licencié, soit soumis à une nouvelle période de stage d'un an.

Dans ce dernier cas, le candidat est, à l'expiration de cette période, définitivement titularisé ou licencié dans les mêmes formes.

Le licenciement peut être prononcé au cours du stage pour indiscipline, incapacité professionnelle ou inaptitude physique.

Les agents stagiaires licenciés pour inaptitude physique peuvent recevoir une indemnité de licenciement dans les conditions prévues par le règlement sur la solde.

Le temps de stage compte pour l'avancement à l'exception des périodes de stage supplémentaires.

Sont dispensés du stage les agents recrutés en exécution des dispositions du paragraphe F de l'article 4 (agents contractuels).

Ces agents conserveront à titre personnel une allocation égale à la différence entre leur solde de présence contractuelle et celle de la classe à laquelle ils auront été nommés dans le cadre jusqu'à ce qu'ils soient promus à un grade ou une classe comportant une solde de présence égale ou supérieure.

Cette allocation personnelle n'est pas passible de retenue pour pension.

Le temps accompli à titre d'agent contractuel compte pour l'avancement dans la limite d'un an.

Toutefois si la durée des services accomplis comme contractuels est inférieure à deux années, il ne sera retenue aucune ancienneté.

2^e — AUGMENTATION DE SOLDE

ART. 8. — Dans les emplois comprenant des échelons, le passage de la solde inférieure à la solde supérieure pour chacun des grades prévus au tableau de l'article 3 a lieu automatiquement le premier jour du trimestre qui suit la date où l'agent remplit les conditions d'ancienneté requises pour le franchissement des échelons et les conditions de séjour ci-après :

a) 14 mois de séjour colonial dans les échelons de 18 mois;

b) 18 mois de séjour colonial dans les échelons de 24 mois.

Cette augmentation de solde est constatée par décision du Commissaire de la République.

3^e — AVANCEMENT

ART. 9. — Les avancements en classe et en grade sont conférés par arrêté du Commissaire de la République sur la proposition du Chef du service des Travaux Publics du Togo.

Ils ont lieu au choix ou à l'ancienneté dans la proportion de deux tiers au choix et un tiers à l'ancienneté pour les grades de dessinateur principal et chef dessinateur, comptable principal et chef comptable, surveillant principal et chef surveillant, ouvrier d'art principal et chef ouvrier d'art, uniquement au choix pour les grades supérieurs. La quotité de la solde de grade perçue ne constitue pas une condition d'avancement.

A défaut de candidat à l'ancienneté, le tour peut être attribué à un candidat au choix.

Les conditions d'ancienneté et de séjour exigées pour l'avancement sont les suivantes :

1^o — pour les grades de dessinateur principal, comptable principal, surveillant principal, ouvrier d'art principal :

a) au choix : 42 mois d'ancienneté dans le grade inférieur dont 2 ans de séjour colonial.

b) à l'ancienneté : 5 ans d'ancienneté dans le grade inférieur, dont 42 mois de séjour colonial ;

2^o — pour le grade de chef dessinateur, chef comptable, chef surveillant, chef ouvrier d'art :

a) au choix : quatre ans d'ancienneté dans le grade inférieur dont 42 mois de séjour colonial ;

b) à l'ancienneté : 5 ans d'ancienneté dans le grade inférieur dont 42 mois de séjour colonial ;

3^o — pour le grade de chef dessinateur principal, chef comptable principal, chef surveillant principal, chef ouvrier d'art principal : six ans d'ancienneté dans le grade inférieur dont 42 mois de séjour colonial.

ART. 10. — Dans le cadre des adjoints techniques, l'avancement a lieu au choix et à l'ancienneté.

Il a lieu au choix pour tous les emplois du principalat. Il a lieu au choix et à l'ancienneté pour les autres emplois.

Les conditions d'ancienneté et de séjour sont les suivantes :

Pour tous les emplois du principalat :

Au choix : deux ans d'ancienneté, dont 18 mois de séjour.

Pour les autres emplois :

Au choix : 2 ans d'ancienneté, dont 18 mois de séjour ;

A l'ancienneté : 42 mois, dont 30 mois de séjour. (Ancienneté et séjour dans la solde immédiatement inférieure).

ART. 11. — Les agents du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo, régulièrement détachés dans les conditions de l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913, soit dans un service relevant du Ministère des Colonies, soit aux expositions coloniales, soit à l'agence économique des territoires africains sous mandat, conservent leurs droits à l'avancement et à la retraite. Le temps de service passé dans cette position compte pour sa durée comme ancienneté et pour la moitié comme séjour colonial.

Le nombre des agents ainsi détachés ne peut excéder 5% de l'effectif total du corps. Pendant leur détachement, les agents sont notés et proposés par leur chef de service. Ils ne peuvent être détachés pour une période supérieure à trois ans ni bénéficier de plus d'un avancement pendant la période de leur détachement.

Le temps passé par les agents du cadre local supérieur en mission hors de la colonie, compte pour l'avancement comme séjour dans la colonie de provenance jusqu'à concurrence de six mois, traversées comprises.

ART. 12. — Aucun agent du cadre local supérieur des Travaux Publics ne peut obtenir un avancement au choix s'il ne figure sur un tableau dressé par une commission d'avancement et arrêté par le Commissaire de la République.

COMMISSION D'AVANCEMENT

ART. 13. — La commission d'avancement du personnel du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo est composée comme suit :

President :

Le Secrétaire général ou à défaut un Administrateur en Chef ou de 1^{re} classe des Colonies.

Membres :

Le Chef du Service des Travaux Publics ;

Le Chef de Cabinet du Commissaire de la République ;

Le Chef du Bureau du Personnel ;

Et deux agents du cadre des Travaux Publics choisis autant que possible parmi les agents de la catégorie du grade le plus élevé ou, à défaut, parmi les agents des autres catégories du même cadre du grade le plus élevé. Ces derniers ne prennent pas part aux discussions et aux votes concernant les agents d'un grade égal ou supérieur au leur, mais ils continuent, dans ce cas, à assister aux délibérations de la commission à moins qu'ils ne soient eux-mêmes l'objet d'une proposition.

Le Président et les membres sont désignés par décision du Commissaire de la République.

TITRE IV

Discipline

ART. 14. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo sont les suivantes :

1^o — la réprimande ;

2^o — le blâme avec inscription au dossier ;

3^o — le retard d'ancienneté ;

4^o — la radiation du tableau d'avancement ;

5^o — la rétrogradation de grade ou d'échelon de grade ;

6^o — la disponibilité d'office ;

7^o — la révocation.

ART. 15. — La réprimande est infligée par le chef de service. Il est immédiatement rendu compte du prononcé de cette peine au Commissaire de la République.

Le blâme avec inscription au dossier est infligé par le Commissaire de la République sur la proposition du Chef du service de l'intéressé.

ART. 16. — Le retard d'ancienneté, la radiation du tableau d'avancement, la rétrogradation, la disponibilité d'office et la révocation sont prononcés par arrêté du Commissaire de la République après avis d'un conseil d'enquête.

Le conseil d'enquête est composé comme suit :

Président :

Le Secrétaire général, ou, à défaut, un Administrateur en Chef ou de 1^{re} classe des Colonies;

Membres :

Un Administrateur des Colonies ou un Adjoint principal du cadre général des Services Civils des Colonies;

Un ingénieur ou ingénieur-adjoint des Travaux Publics ayant une solde au moins égale à celle de l'intéressé;

Deux agents du cadre de l'agent en cause, au moins du même grade que lui mais plus anciens ou, à défaut, deux agents d'un cadre régulier ayant la même assimilation et, autant que possible, une ancienneté supérieure.

Le Commissaire de la République désigne par arrêté les membres et le lieu de réunion du conseil.

L'agent traduit devant un conseil d'enquête peut, au cours de l'information faite par le rapporteur et devant ce conseil, se faire assister d'un défenseur choisi par lui et agréé par le Commissaire de la République.

ART. 17. — Au point de vue de la discipline, le personnel détaché est soumis aux mêmes règles que les agents du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo. Toutefois la proposition pour la rétrogradation, la mise en disponibilité d'office et la révocation ont pour conséquence la remise d'office du fonctionnaire détaché à la disposition du Chef du territoire.

ART. 18. — Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que le fonctionnaire en cause ait été appelé à fournir des justifications écrites, et, sauf pour la réprimande, à prendre préalablement connaissance de son dossier de personnel intégral.

TITRE V

Honorariat

ART. 19. — L'honorariat du grade peut être conféré par arrêté du Commissaire de la République, après avis de la commission de classement, aux agents du cadre local supérieur retraités ou démissionnaires.

Dispositions transitoires

Du point de vue exclusif de l'ancienneté et compte tenu des retards imputables à non propositions, il sera

procédé à la révision de la situation administrative de chacun des agents du cadre local supérieur des Travaux Publics du Togo en appliquant les dispositions du présent arrêté depuis décembre 1933 et à partir de leur situation avant le reclassement opéré à cette date.

Le nouveau reclassement aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1944.

ART. 20. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, qui sera enregistré publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 15 juin 1945.

J. NOUTARY.

Approuvé par télégramme n° 2694 TP. du 14 septembre 1945 du Ministre des Colonies.

Enseignement

N° 687 E. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

30 novembre 1945. — L'école de village de Blitta (subdivision d'Atakpamé) est fermée pour compter du 1^{er} décembre 1945.

Service du contrôle des prix et stocks

Brigade mobile

N° 693 AE. — Par décision du Commissaire de la République au Togo p. i. en date du :

6 décembre 1945. — Est fixée à nouveau comme suit la composition de la brigade mobile des stocks et prix prévue à l'article 2 de la décision n° 644/AE. du 1^{er} septembre 1942 et actes subséquents :

M.M. Barbero, chef du bureau économique chef de brigade
Buisson, instituteur, à Lomé.
Dabézié, ingénieur-adjoint des T.P., à Lomé.
Fontaine, ingénieur-adjoint de l'agriculture, à Tabligbo.
Gourvernec, gendarme, à Lomé.
Giraud, instituteur, à Palimé.
Gaillaguet, conducteur des travaux agricoles, à Atakpamé.
Guidicelli, préposé des douanes, à Lomé.
Laurent, instituteur, à Mango.
Maurin, instituteur, à Sokodé.
Pinelli, comptable des chemins de fer, à Lomé.
Rebaud, commis des services civils, à Lomé.
Verhnes, maréchal des logis chef de gendarmerie, à Lomé.

Recherches minières

ADDITIF à l'arrêté n° 560 TP. du 3 octobre 1945 réservant provisoirement le droit de recherches des minerais radioactifs et des substances connexes sur toute l'étendue du territoire du Togo (J.O. Togo du 16 octobre 1945 — page 551).

Après :

H. GAUDILLOT.

Ajouter :

Approuvé par lettre n° 2030/mines du 10 novembre 1945 du Ministre des Colonies.

Café

MODIFICATIF à l'arrêté n° 634 AE. du 15 novembre 1945 portant ouverture de la campagne de café 1945-1946 et en fixant les prix.

ART. 2. — Les prix d'achat aux producteurs sont modifiés comme suit :

CENTRES D'ACHAT	NIAOULI			ARABICA			
	COURANT	SUPÉRIEUR	BRISURES ET TRIAGE	COURANT	SUPÉRIEUR	BRISURES ET TRIAGE	CHOIX
Lomé	13.093	14.757	9.765	16.265	18.086	12.179	19.749
Atakpamé . . .	12.759	14.423	9.431	15.921	17.752	11.845	19.415
Agou	12.849	14.513	9.521	16.011	17.842	11.935	19.505
Palimé	12.827	14.491	9.499	15.989	17.820	11.913	19.483
Tsévié	13.010	14.674	9.682	16.172	18.003	12.096	19.666
Anécho	12.983	14.647	9.655	16.145	17.976	12.069	19.639
Blittah	12.620	14.284	9.292	15.782	17.613	11.706	19.276

Si le café n'est pas conditionné, il sera payé au prix du courant avec une tolérance de 1 à 6% sur le poids. Les chefs de circonscription fixeront les prix dans les autres centres compte tenu des tarifs en vigueur des transports routiers.

Le reste sans changement.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR CENTRAL****Intégration**

Par arrêté du ministre des colonies, en date du 29 octobre 1945 :

II — Ont été intégrés dans le personnel de contrôle et de maîtrise du cadre général des Transmissions coloniales :

A) — Services administratif et d'exploitation des postes, télégraphes et téléphones

A la 1^{re} classe après 3 ans du grade de contrôleur principal :

M. Charrier Pierre, sans ancienneté civile. Rappels militaires conservés : 3 mois 28 jours ;

B) — Services techniques des P.T.T.

A la 1^{re} classe avant 3 ans du grade de contrôleur principal des Centraux :

M. Jallais Albert, avec une ancienneté civile de 9 mois. Rappels militaires épuisés.

V. — Les présents détachements et intégrations auront effet pour compter du 1^{er} octobre 1944, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT**Nomination**

Par décision du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

23 novembre 1945. — Le médecin colonel du service de santé des Troupes Coloniales, Bonnet René, en service hors-cadres, directeur par intérim du service général d'hygiène mobile et de prophylaxie est nommé directeur local de la santé publique du Togo en remplacement du médecin lieutenant-colonel Queinnec, rapatriable.

L'entretien complet de cet officier incombera au budget local du Togo, pour compter de la date de son départ par avion à destination de sa nouvelle affectation.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**PERSONNEL EUROPÉEN****Nominations — Affectations**

Par décision n° 667 P. du :

29 novembre 1945. — Le médecin-lieutenant Bouëxel, médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Anécho est affecté provisoirement à la formation sanitaire de Lomé.

Le médecin contractuel Aku, en service à Lomé est nommé provisoirement médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Anécho, en remplacement du médecin-lieutenant Bouëxel, appelé à d'autres fonctions.

Par décision n° 668 P. du :

29 novembre 1945. — M. Rebaud, commis des services civils des colonies, en service au bureau des affaires économiques est nommé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions actuelles, président du tribunal du premier degré d'Anécho, en remplacement du médecin-lieutenant des troupes coloniales Bouëxel Edouard, affecté à Lomé.

Par décision n° 676 P. du :

30 novembre 1945. — M. Polygoné Pierre, vérificateur de 1^{re} classe du cadre métropolitain des douanes, en service à Lomé, est nommé chef du bureau des douanes de Lomé et receveur poursuivant, pour compter du 1^{er} décembre 1945, en remplacement de M. Chardard, contrôleur hors-classe du cadre commun supérieur des douanes de l'A.O.F., affecté au Dahomey.

Par décision n° 684 P. du :

4 décembre 1945. — M. Doise René, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, attendu prochainement à Lomé, est affecté au cabinet du Commissaire de la République.

Par décision n° 683 P. du :

4 décembre 1945. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de la décision n° 587/P. du 12 octobre 1945 portant nominations et affectation.

Par décision n° 695 P. du :

8 décembre 1945. — M. Agniel Jean, chef de district principal après 66 mois des chemins de fer du Togo, de retour de congé et arrivé à Lomé le 4 décembre 1945, est mis à la disposition du directeur du réseau des C.F.T.

PERSONNEL INDIGÈNE**Changement de corps**

Par arrêté n° 674 P. du :

27 novembre 1945. — Le moniteur-adjoint de 3^e classe du cadre local secondaire de l'enseignement, Amoussou Pierre, en service à Lomé, est versé dans

le cadre local des commis d'administration en qualité de commis adjoint de 3^e classe.

M. Amoussou reste à la disposition du chef du service de l'enseignement.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Nominations — Affectations

Par arrêté n° 692 P. du :

2 décembre 1945. — M. Folly Michel, commis d'administration principal de classe exceptionnelle 2^e échelon du cadre local indigène du Togo est admis, à titre exceptionnel, dans le cadre local européen des Travaux Publics du Togo en qualité de comptable de 3^e classe.

M. Folly Michel conserve le bénéfice de sa solde actuelle de commis d'administration principal de classe exceptionnelle 2^e échelon jusqu'au moment où, par le jeu de l'avancement normal dans le cadre européen des Travaux Publics ou le rajustement des soldes de ce cadre, il aura droit à un traitement supérieur.

Par décision n° 671 P. du :

30 novembre 1945. — Le commis d'administration principal de 2^e classe Adotévi Barthélemy, en service à la subdivision des Travaux Publics du Sud, est mis à la disposition du chef du service des Contributions Directes.

L'agent auxiliaire Trézise Ignace, en service aux Contributions Directes, est mis à la disposition du chef du service des Travaux Publics.

Par décision n° 672 P. du :

30 novembre 1945. — Sont affectés :

provisoirement à l'école de garçons de Lomé

Broohm Oscar, moniteur surnuméraire du cadre commun secondaire de l'A.O.F.;

à l'école de garçons d'Atakpamé

Johnson Clarence, moniteur surnuméraire du cadre commun secondaire de l'A.O.F.;

Lawson Benoît, moniteur adjoint de 1^{re} classe du cadre local du Togo, précédemment en service à l'école de village de Yégué.

à l'école de village de Yégué

Améganvi Louis, instituteur adjoint de 1^{re} classe du cadre local du Togo, précédemment en service à l'école de village de Blitta.

à l'école de garçons de Sokodé

Nyamessi Cléophas, moniteur auxiliaire, en service à l'école de garçons d'Atakpamé.

à l'école de village de Kouméa (Sub. de Lama-Kara)
Kouévi Léopold, moniteur surnuméraire du cadre commun secondaire de l'A.O.F.

Par décision n° 679 p. du :

2 décembre 1945. — L'infirmière de 5^e classe du cadre local du Sénégal Agnithy Florentine, en service à Lomé, est détachée temporairement à Atakpamé (Cercle du Centre) pour y remplir, à titre intérimaire, pendant la durée de la permission d'absence de l'infirmière principale de 2^e classe du cadre local du Togo Akuesson Lucie, les fonctions dont cette dernière était chargée.

Mme. Agnithy aura droit à l'indemnité de séjour dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Par décision n° 685 p. du :

4 décembre 1945. — M. Folly Michel, comptable de 3^e classe du cadre local européen des Travaux Publics du Togo est mis à la disposition du Chef du service des Travaux Publics et des Mines.

Par décision n° 696 p. du :

8 décembre 1945. — Les vétérinaires auxiliaires ordinaires de 2^e classe du cadre commun secondaire de l'A.O.F. ci-dessous désignés, de retour du stage de perfectionnement pour l'accès au principalat à Dakar et arrivés à Lomé le 4 décembre 1945, sont affectés provisoirement :

M.M. Amegee Paul, à Sokodé

Boehm Nathan, à Lomé.

Les vétérinaires auxiliaires Amegee Paul et Boehm Nathan sont chargés cumulativement avec leurs attributions normales, de l'inspection sanitaire des abattoirs et des viandes de boucherie respectivement à Sokodé et à Lomé.

Prolongation de stage

Par arrêté n° 675 p. du :

27 novembre 1945. — Le stage des commis stagiaires du cadre local des Transmissions du Togo, ci-après désignés, en service à Lomé, est prolongé de six mois pour compter du 15 novembre 1945 :

Wilson Adjété James

Quinsou Raphaël.

Par arrêté n° 676 p. du :

27 novembre 1945. — Le stage du préposé stagiaire des douanes Adioshon Odoudé Nicolas, en service à Lomé, est prolongé de 6 mois pour compter du 24 juin 1945.

Titularisation

Par arrêté n° 697 p. du :

6 décembre 1945. — Le facteur stagiaire du cadre local des transmissions du Togo Dossavi Raphaël, en service à Mango, est titularisé dans son emploi et nommé facteur-adjoint de 6^e classe des Transmissions pour compter du 1^{er} août 1945.

Licenciement

Par arrêté n° 677 p. du :

27 novembre 1945. — Le facteur stagiaire Pereira Bichy, en service à Sokodé, est licencié du cadre local des Transmissions du Togo, pour mauvaise manière de servir.

Agents auxiliaires

Nominations

Par décision n° 665 p. du :

27 novembre 1945. — Le nommé Pereira Bichy, ancien agent auxiliaire admis dans le cadre local des Transmissions du Togo et licencié de ce cadre par arrêté n° 677 p. du 27 novembre 1945, est réengagé à titre exceptionnel dans le personnel auxiliaire en qualité de facteur des P.T.T. échelle 1, échelon 1.

M. Pereira reste à la disposition du commandant du cercle de Sokodé.

Agents de police

Nominations

Par arrêté n° 690 p. du :

30 novembre 1945. — Sont agréés dans le cadre local des agents de police du Togo, en qualité de stagiaires :

Forson Moses

Folly Gbadoé Michel

André dit Daniel

Dansou Foli Justin

Tossou Johannès

Occansey Alex

Tossou John.

Ces agents sont mis à la disposition du Chef du Service de la Sûreté.

Licenciements

Par arrêté n° 686 p. du :

29 novembre 1945. — L'agent de police stagiaire Bassabi Adam, en service à Lomé, est licencié de son emploi, pour mauvaise manière habituelle de servir.

Par arrêté n° 695 p. du :

2 décembre 1945. — L'agent de police stagiaire Lawson Emmanuel, en service au Commissariat de Police de la ville de Lomé, est licencié de son emploi, pour inconduite, pour compter du 13 décembre 1945.

Gardes-frontières

Nominations

Par arrêté n° 693 p. du :

2 décembre 1945. — Sont agréés dans le cadre local des douanes du Togo, en qualité de gardes-frontières stagiaires :

Amétépé Stanislaus

Lawson Oédéon

Elékonawo Gabriel

Atayi Augustin

Jonathan Augustin

Facambi Jean.

Ces agents sont mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par arrêté n° 696 P. du :

5 décembre 1945. — Le nommé Mitchikpé Anani, ancien tirailleur, est agréé dans le cadre local des douanes du Togo en qualité de garde-frontière stagiaire.

Il est mis à la disposition du chef du service des douanes.

Par décision n° 686 P. du :

5 décembre 1945. — Les gardes-frontières journaliers ci-après désignés, sont engagés, pour compter du 1^{er} décembre 1945, en qualité de gardes-frontières à salaire mensuel :

Dick Pierre, en service au poste de Kpadapé (Cercle du Centre)

Assouva Assoumeto, en service au poste de Noépé (Cercle de Lomé)

Ayité Paul, en service au poste de Batomé (Cercle de Lomé)

Dossou Ferdinand, en service au poste de Bitjabé (Cercle de Sokodé)

Djoto Lama, en service au poste de Dapango (Cercle de Mango)

Madjanta Yovo, en service au poste de Bangeli (Cercle de Sokodé)

Kouassi Pascal, en service au poste de Bangeli (Cercle de Sokodé)

Mama Kondo, en service au poste de Dapango (Cercle de Mango)

Salifou Ali, en service au poste de Bitjabé (Cercle de Sokodé)

Boukari Indabli, en service au poste de Bitjabé (Cercle de Sokodé)

Comlan Koami, en service au poste de Batomé (Cercle de Lomé)

Djoré Adjé, en service au poste de Mango

Belignan Konkomba, en service au poste de Bitjabé (Cercle de Sokodé)

Abourou Salifou, en service au poste de Klouto (Cercle du Centre).

Ils auront droit, en cette qualité, à un salaire global de 1.250 francs dégagé de tous accessoires ou indemnités.

Pour tout ce qui concerne les soins médicaux, hospitalisations, affectations et mutations, les dispositions prévues par le règlement intérieur du 24 février 1944 concernant le personnel auxiliaire sont applicables à ces agents.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 699 P. du :

10 décembre 1945. — Le garde-frontière de 5^e classe Amah Pierre, en service à la brigade des douanes de Lomé, est suspendu de ses fonctions.

Pendant toute la durée de sa suspension, M. Amah Pierre n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut dégagé de tous accessoires de solde.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa notification à l'intéressé.

DIVERS

Commandement indigène

Par décision n° 694 APA. du :

7 décembre 1945. — Est nommé à l'emploi de secrétaire du chef du canton de Korbongou (subdivision de Dapango — Cercle de Mango) le nommé Tantandja.

Le secrétaire de canton Tantandja aura droit au traitement mensuel de 300 francs.

Enseignement

Bourse

RECTIFICATIF à la décision n° 585/E. du 12 octobre 1945 accordant des bourses d'études A.O.F. pour l'année scolaire 1945-1946.

Au lieu de :

4^e) Une bourse d'études de 9.000 francs à M. Amaïzo Prosper, élève de 4^e B au Lycée Faïdherbe à Saint-Louis, sous réserve qu'il soit admis à la classe supérieure en octobre 1945.

Ces bourses sont payables au Proviseur du Lycée Faïdherbe à Saint-Louis.

Lire :

4^e) Une bourse d'études de 9.000 francs à M. Amaïzo Prosper, élève de 4^e B au Lycée Van Vollehoven à Dakar, sous réserve qu'il soit admis à la classe supérieure en octobre 1945.

Ces bourses sont payables aux Economes des établissements sus indiqués sur production de certificats de scolarité signés du Chef d'Etablissement.

Le reste sans changement.

Prêt d'Honneur

Par arrêté n° 673 F. du :

26 novembre 1945. — Il est consenti à M. Koukoui Emmanuel, titulaire d'une bourse d'études pour l'Ecole spéciale des Travaux Publics, un prêt d'honneur de 5.000 francs payable en totalité immédiatement.

Le remboursement de ce prêt sera effectué par M. Koukoui Marius, correspondant de l'intéressé, par cinquièmes le premier versement devant avoir lieu le 31 décembre 1945 et le dernier le 30 avril 1946.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 680 APA. du :

27 novembre 1945. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Comlan Damase, de la prison de Lomé, condamné à 18 mois de prison et à l'incapacité d'exercer à jamais aucun emploi public, pour escroquerie, par arrêt n° 59 du 9 novembre 1944 du tribunal colonial d'appel de Lomé.

Secours

Par décision n° 673 F. du :

30 novembre 1945. — Un secours éventuel de Vingt et un mille trois cent soixante quinze francs (21.375 frs.) équivalant à six mois de solde de présence majorée du supplément colonial de l'instituteur de 5^e classe du cadre métropolitain Derros André, est accordé à Madame Derros, sa veuve, demeurant à Lezignan (Aude).

La dépense correspondante est imputable au budget local chapitre 12 — article 6 — paragraphe 1 — exercice 1945.

Par arrêté n° 691-CFT. du :

30 novembre 1945. — Le secours temporaire accordé par arrêté n° 238 du 21 avril 1942 aux ex-agents du chemin de fer ci-après désignés est renouvelé pour une nouvelle période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 1945 :

Chamie Katahou, à Lassa (Lama-Kara)

Tassou Katahan, à Sokodé

Kodjo Laurence, à Klouto.

Le montant du secours est porté à *Neuf cents francs* (900 frs.) par an. Il est payable trimestriellement et à terme échu.

La dépense correspondante est imputable au budget annexe du chemin de fer et du wharf.

Terrain domanial

Par arrêté n° 684 DOM. du :

27 novembre 1945. — En vertu de l'article 2 de l'arrêté n° 181 du 4 avril 1931 est radiée la clause d'indisponibilité mentionnée à la section III, tableau B, du titre foncier n° 429 du territoire du Togo, appartenant au sieur Jean Edouard Wilson.

Victimes de Vichy**Dédommagement**

Par arrêté n° 678 APA. du :

27 novembre 1945. — Une indemnité de 65.000 (Soixante cinq mille) francs, en réparation des dommages matériels subis par lui, est accordée au nommé ■ Moses Lassey, Commerçant à Lomé, victime des agissements de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français ».

Par arrêté n° 679 APA. du :

27 novembre 1945. — Une indemnité de 4.000 (quatre mille) francs en réparation des dommages matériels subis par lui, est accordée à M. Diab Nassar, Commerçant Libanais à Lomé, victime des agissements de l'autorité de fait dite « Gouvernement de l'Etat Français ».

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****DOMAINES****Avis de bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 21 janvier 1946 à 14 heures et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo, Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural ayant la forme de polygone irrégulier, non bâti, d'une contenance de 21 hectares 36 ares 98 centiares, et borné au Nord par terrain à la collectivité Zan Klassou et terrain à Nyagan, à l'Est par terrains à Tétékpoé et à Akakpo, au Sud par un passage et à l'Ouest par terrains aux collectivités Atoné et Zan Klassou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Dorkenou Michel Amouzouvi, planteur-Notable, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 8 décembre 1944, n° 1290.

Le mercredi 23 janvier 1946 à 8 heures du matin et jours suivants, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo, Subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, de forme de polygone irrégulier d'une contenance de 18 hectares 56 ares 25 centiares, et borné au Nord par terrain à Maboui, à l'Est par terrains à Akisté, Dotsé et Atandji, au Sud par terrains à Houdesso et Kéwou, à l'Ouest par terrain à Kponou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Akin Kponou, propriétaire, demeurant à Abobo, Cercle de Lomé, agissant en qualité de propriétaire suivant réquisition du 16 mars 1943, n° 1244.

Le vendredi 25 janvier 1946 à 8 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobovi, subdivision de Tsévié, Cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, sur lequel se trouvent cultures vivrières et cocotiers d'une contenance de 10 hectares 31 ares 07 centiares, et borné à l'Est par le lac Togo, au Sud par le Titre foncier N° 481 du Territoire du Togo à John Comlanvi Adotévi, à l'Ouest par terrains à Avussey et Djidonou Zanou, et au Nord par terrain à David Dorte Dueggah, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Souza Félício Marcelin, planteur, demeurant et domicilié à Lomé suivant réquisition du 2 juin 1945, n° 1300.

Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,
E. GUÉRIN.

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, à la main du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition n° 1306, déposée le 23 novembre 1945, le sieur Raymond Ayité Gaba, profession de Commerçant, demeurant et domicilié à Anécho, Cercle d'Anécho, agissant en qualité de co-propriétaire, en son nom et en celui des autres co-propriétaires :

2° — la dame Suzanne Dédé Gaba, revendeuse, demeurant et domiciliée à Anécho;

3° — Moïse Ayité Gaba, Commerçant, demeurant à Cotonou, domicilié à Anécho, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 34 ares 03 centiares situé à Anécho (Togo), Cercle d'Anécho, et borné à l'Est par une rue non dénommée, au Sud par le Titre Foncier N° 55, à Félicio de Souza, à l'Ouest par terrain dévolu aux héritiers Hunlédè, et au Nord par une rue non dénommée longeant la voie ferrée Lomé-Anécho.

Il déclare que ledit immeuble leur appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

le droit de co-propriété du requérant et de ses frère et sœur susnommés.

Suivant réquisition n° 1307, déposée le 23 novembre 1945, la dame Kotokoli Assah Tométi Suzanne, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, Cercle de Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire majeure non interdite jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au Livre foncier du Territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier sur lequel se trouve édifée une petite case en tôle d'une contenance totale de 10 ares 07 centiares situé à Lomé, Cercle de Lomé, et borné à l'Ouest par la rue du Kamina, au Sud par la rue de la Somme, au Nord par terrain à Adjallé, et à l'Est par terrain à Stephan Comlan Gbadago.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1310, déposée le 12 décembre 1945, le Receveur de l'enregistrement et des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant le territoire du Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de forme d'un rectangle d'une contenance totale de 1 ha, 21 a 77 ca. situé à Sokodé, Cercle de Sokodé et borné au Nord par le terrain de la Mission Catholique,

à l'Est et au Sud par des rues, à l'Ouest par un terrain domanial.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1311, déposée le 12 décembre 1945, le Receveur de l'enregistrement et des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme représentant le territoire du Togo, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain de forme d'un parallélogramme d'une contenance totale de 1 ha, 04 a. 67 ca. situé à Sokodé, Cercle de Sokodé, et borné au Nord, à l'Est, au Sud et à l'Ouest par des rues.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le Conservateur de la propriété foncière p.i.,
E. QUÉRIN.

« INTENDANCE MILITAIRE DE COTONOU »

A V I S

**relatif à la clôture de l'exercice 1945
du budget colonial au Togo**

« Les créanciers du Budget Colonial au Togo sont informés que par application du Décret du 25 juin 1934 (article 1^{er}) dont les dispositions ont été étendues aux Colonies par le Décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice 1945 est fixée au 31 décembre 1945.

« Ils sont par suite invités à remettre à l'Intendant Militaire de Cotonou, et avant le 15 décembre 1945 les mémoires, comptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre du dit exercice.

« Les titulaires de mandats au compte du Budget Colonial (exercice 1945) devront en outre se présenter aux Caisses du Trésor avant le 31 décembre 1945 ».

CLAUSTRE-BARBANÈRE.

Nécrologie

Le Commissaire de la République au Togo p.i. a le regret de faire part du décès de :

M. Kouassi Adrien, ouvrier de 4^e classe des Travaux Publics du Cadre local du Togo, survenu à Sokodé le 11 Novembre 1945.

M. Gnassounou Louis, moniteur d'Agriculture de 3^e classe du Cadre local du Togo, survenu à Grand-Popo le 28 Novembre 1945.